

EDITORIAL

Agricultures, Alimentation et Développement. Un triptyque aux accents de défis lancés aux décideurs et aux responsables des politiques économiques de l'Algérie. 2012 a été une année de bilans : le cinquantenaire de l'indépendance a donné lieu à une profusion de publications, de manifestations scientifiques, de colloques et de numéros spéciaux de revues.

Le présent numéro spécial des Cahiers du CREAD ne s'inscrit pas dans cet esprit. Loin du «cérémonial» de cette année, les contributions de ce numéro visent à rendre compte de l'état de la recherche faite par les chercheurs en sciences sociales en Algérie mais aussi à l'étranger, dans l'analyse de ces questions centrales pour le développement économique du pays que sont l'agriculture, l'alimentation et le développement rural. Force est de constater que ce champ de recherche, après avoir été assez fortement investi dans les premières années de l'indépendance, s'est vu délaissé par la recherche académique au cours des vingt-cinq à trente dernières années. La preuve en est que l'essentiel de ce numéro est constitué d'articles écrits par de tout jeunes chercheurs, avec souvent comme co-auteurs les trop rares anciens qui sont encore en activité. La preuve en est aussi que ce numéro thématique ne comporte aucun article de sociologie rurale alors que la ruralité marque encore fortement le pays.

Depuis longtemps, mais encore plus depuis une dizaine d'années, les questions agricoles et alimentaires se retrouvent au centre des stratégies de développement de nombreux pays dits en voie de développement. Cela s'explique par le renchérissement des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux, par la concurrence de plus en plus forte entre les différents usages des produits agricoles (alimentation ou production de bio carburants), par le souci de tous les Etats d'avoir un minimum de souveraineté alimentaire, par la crainte de ces derniers de voire se produire des mouvements sociaux incontrôlables comme des émeutes de la faim, par le désir plus ou moins ambigu de beaucoup de décideurs de promouvoir un développement «vert» qui minimiserait la dégradation des ressources naturelles. Tout ceci confère aux questions agricoles, alimentaires et de développement rural une dimension stratégique indéniable.

Les évolutions récentes du secteur agricole en Algérie témoignent à la fois de réelles améliorations en termes de croissance des productions agricoles¹, mais aussi de la fragilité des progrès réalisés. En effet, d'une part la croissance des productions est trop faible pour avoir un effet significatif sur le niveau des prix à la consommation², d'autre part on ne sait pas à quels coûts pour le budget de l'Etat ont été obtenus ces améliorations³, et, enfin, les rendements enregistrés restent – pour beaucoup de produits - en dessous de ceux des pays voisins ou d'autres pays méditerranéens aux conditions climatiques similaires.

On notera aussi la persistance de problèmes structurels de manque d'efficacité de l'administration agricole, d'organisation des filières, celle de l'opacité des marchés agricoles et des mécanismes de prix et autour des rôles de certains acteurs, celle des pénuries répétées de certains produits, et enfin celle d'une dépendance structurelle et importante vis à vis de l'étranger pour l'alimentation mais aussi pour les intrants et l'équipement agricole.

Ce constat ne devrait pas masquer l'existence depuis quelques années d'une certaine volonté des pouvoirs publics de promouvoir l'agriculture et le développement rural, volonté soutenue financièrement grâce à quelques programmes spécifiques au secteur, mais aussi volonté qui reste souvent au niveau du discours. Aussi ambitieux soient-ils, ces programmes devraient s'inscrire *aussi* dans des ambitions plus larges visant un développement économique intégré. Pour le moment, ces *ponts* entre stratégies économiques globales et soutiens spécifiques au secteur agricole demeurent flous et non systémiques, même si on relève quelques actions allant dans ce sens (association avec les espagnols pour la création de Fertial pour la

¹ Tout en admettant cela, il faut noter que les chiffres officiels sont certainement largement surestimés pour des raisons politiques. Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne s'appuient sur aucun système fiable d'observation et de collecte des données sur les cheptels existants, les superficies, les productions et les rendements.

² L'Office national des statistiques signale une flambée de 21% des prix des produits agricoles frais en 2012, l'augmentation étant de 12,2% pour les biens alimentaires.

³ Aucune statistique – ni globale, ni encore moins détaillée – n'est publiée sur les dépenses effectives de l'Etat pour le secteur agricole et rural, cela rendant impossible une évaluation objective de l'efficacité et de l'efficience des politiques agricoles et rurales.

fabrication des engrais, avec les finlandais pour produire des moissonneuses batteuses,...).

Par ailleurs, la réflexion autour de l'impulsion à donner au secteur agricole doit aussi porter sur les thématiques plus larges, et non moins pertinentes, des politiques publiques en matière d'alimentation : la sécurité alimentaire (au sens de *food security*) doit aller de pair avec la sécurité des aliments (au sens de *food safety*), l'indépendance alimentaire ne pouvant se faire aux dépens de la qualité et de la sûreté des aliments. Les questions des modèles alimentaires et de leurs effets en termes de santé publique cristallisent les enjeux alimentaires et agricoles du pays et conditionnent *in fine* les politiques publiques de nutrition à mettre en place.

La question «quelles agricultures pour quelle alimentation et pour quel développement en Algérie?» est donc loin d'être linéaire. Deux éléments nous semblent ainsi déterminants : d'abord, le «S» d'agricultures : pratiques alternatives, modernisation raisonnée et respectueuse de l'environnement, soutien à l'agriculture familiale,... Ensuite, elle insiste sur la finalité du développement du couple agricultures - alimentation. L'histoire économique l'a déjà montré : aucun développement économique n'est soutenable sans agriculture. Et l'histoire se trompe rarement. Enfin, le «en Algérie» soutient une réflexion contextualisée, pertinente et renouvelée.

Les contributions présentées dans le cadre de ce numéro permettent de mieux comprendre les enjeux agricoles et alimentaires en Algérie. Elles vont au-delà des simples constats et de certains diagnostics, pour proposer des cadres d'analyse robustes, présenter des cas d'entreprises et de filières, identifier des relations causales et des cheminements logiques avec, comme posture épistémologique permanente, de partir d'abord du «terrain».

Docteur Foued **CHERIET**

&

Professeur Slimane **BEDRANI**